MEMOIRE
& aduis
DE
M. IEAN DV TILLET,

PROTENOTAIRE ET
Secretaire du Roy tres-
Chreſtien, Greffier
de ſa Cour de
Parlement.

*Faict en l'an 1551. ſur les libertez
de l'Egliſe Gallicane.*

M. D. XCIIII.

5

Case
F
39
.326
1594du

THE NEWBERRY
LIBRARY

5 - 2729 GE

Memoire & aduis de M. Iean du Tillet, Protenotaire, & Secretaire du Roy tres-Chrestien, Greffier de sa Cour de Parlement, pour les libertez de l'Eglise Gallicane.

L'Escrit en ce Sommaire, est par forme d'histoire, pour seruir d'ouuerture à la conseruatiõ de la maiesté & auctorité du Roy, & bien de son Royaume: lequel Seigneur par sa tresgrãde prudence, & l'aduis de son bon Conseil sçaura choisir, tẽperer, ou accõmoder ce qui sera vtile ou necessaire, & reietter le surplus. Et sur tout est reserué le iugement de saincte Eglise, auec les protestations accoustumees estre faictes en traictant telles matieres.

Combien qu'aux seuls Prelats & ministres de l'Eglise soit commise la spiritualité, qui est la plus digne charge du salut des ames, & interdite aux Rois & princes temporels: toutesfois en leur domination temporelle est comprise toute la police publique, de laquelle la premiere part est la pro-

tection, garde & conſeruation de l'ordre & diſcipline de l'eſtat eccleſiaſtique de leur potentat. Et eſt ce que diſoit l'Empereur Loys Debonnaire (teſmoigné auoir eſté des plus religieux & catholiques) que par tous les païs de ſon obeiſſance, en ſa perſonne conſiſtoit commiſe de Dieu la charge & ſolicitude de ſa ſaincte Egliſe, comme des autres eſtats de ſon Empire: eſtoiẽt les Prelats ſes coadiuteurs, luy tenu reſpondre deuant le Createur de leurs negligences, & de la ſienne. Autant en recogneurent les Eueſques ou concile de Colongne, par l'admonition qu'ils firẽt au Roy Charles le Chauue, & ſes freres. Iſidore au canon *Principes ſeculi*, dit expreſſément, que Dieu demande raiſon aux princes ſeculiers de ſon Egliſe qu'il a miſe en leur puiſſance.

Tant qu'en France l'Egliſe a eſté gouuernee & policee ſous l'authorité des Rois Treſ-chreſtiẽs, & non ſous celle des Papes: elle a eſté approchante de la premiere & Apoſtolique, & la moins & plus tard corrompue que nul autre. Le mal depuis aduenu, eſt procedé quand la puiſſance abſolüe deſdits Papes a eſté receue ou enduree en ce Royaume.

Le moyen de ce bon gouuernemẽt, eſtoit

qu'en cedit Royaume les deux iurisdictiõs, ecclesiastique & temporelle, estoient par ensemble concordablement administrees, sous & par l'authorité desdits Rois, qui tous les ans (ainsi qu'il appert par les loix dudit temps) enuoyoient par les prouinces de leur obeissance certains commissaires, l'vn Prelat, l'autre Comte, qui faisoient assembler les Euesques, Abbez, Comtes, & autres officiers de chacune prouince, pour s'informer & enquerir de la difformatiõ des deux estats, ecclesiastique, & seculier: pouruoir à ce qu'ils pouuoient, & du reste faire rapport au Prince, sous la puissance & authorité duquel le tout estoit manié. Estoient toutes les compagnies des officiers & conseil messees de gens d'Eglise & de laiz. Et de celle vieille forme est demouree iusques à nostre temps, la meslange des clercs & laiz és Parlemens, Chambre des comptes, & autres colleges anciens instituez pour la police de cedit Royaume.

Aussi outre les Seynes & Conciles prouinciaux ordinaires, chacun an par mandement du Roy estoit faite vne assemblee generale de ladite Eglise de France, en laquelle coustumierement ledit seigneur, ses princes, & conseil assistoient: & là estoit fait le

rapport desdits Commissaires, ayans esté par lesdites prouinces: pourueu aux occurrences par admonitions, suspensions, destitutiōs des autheurs des fautes, fussent Euesques ou Abbez, & autrement, comme il appartenoit. Estoient aduisees & faites loix & constitutions pour la reformation generale ou police des deux estats, ayans authorité Royale interposee sur le conseil de l'assemblee. Et y a plusieurs desdites loix faites par lesdits Rois, qui semblent n'estre de leur puissance: comme celles par lesquelles ledit Loys Debonnaire ordonna, que les laiz receussēt trois fois l'an leur Createur, quelles festes deuoiēt estre celebrees, & autres semblables: lesquelles estoient conseillees & aduisees par lesdits Prelats, & authorisees par les Princes. Ainsi marchoient ensemble les deux puissances.

N'y auoit lors aucune diuision des menses des Euesques & leurs chapitres. Car les chanoines n'auoient aucun propre, viuoiēt regulierement & en commun: lesdits Euesques ne despensoient les biens de l'Eglise, sans le conseil de leur chapitre: les colleges reguliers n'estoient exempts desdits Euesques, si l'exemption n'auoit esté ordonnee par les fondateurs: n'y auoit pluralité de

benefices : chacun miniſtre reſidoit en ſon administratiõ, & n'y auoit aucunes diſpenſes de Cour de Rome.

Quand les Eueſchez eſtoient vacantes, il eſt cogneu par les hiſtoires de ſainct Gregoire Archeueſque de Tours, & d'Annonius, qui en recitent pluſieurs exemples, qu'auparauant Charlemagne les Rois les donnoient, quoy que ce fuſt, ſi ſelon la forme des ſaincts cõciles & decrets des ſaincts peres l'election eſtoit faite par le clergé & peuple, elle ne valoit ſi elle n'eſtoit approuuee par le Roy. Et ainſi l'auoit ordonné Pape Boniface III. du temps duquel l'Empereur Phocas declara l'Egliſe de Rome eſtre le chef de toutes les autres : & quant aux Abbayes leſdits Rois les conferoiẽt toutes.

Ledit Charlemagne permit les elections des Eueſchez auſdits clergé & peuple, & des Abbayes aux religieux, qui ne dura que de ſon viuant, & de ſon fils : car incontinent apres leur decez fut repriſe la premiere forme, comme appert par le concile tenu à Valence ſous l'Empereur Lothaire, ouquel les Prelats ordonnerent que vacant vn Eueſché, lon iroit demander au Prince congé d'elire : & apres l'auoir obtenu, ſeroit faite l'election par le clergé & peuple. Compris

audit clergé l'Archeuesque & Suffragãs de la prouince, qui par mesme moyen faisoient la consecration. Et neãtmoins s'il aduenoit que ledit Prince donnast ladite Euesché à quelcun de ses chapelains, voulurent que sans proceder à l'election, il fust sacré, s'il estoit trouué suffisant par lesdits Archeuesque & suffragãs : & s'il estoit insuffisant, que ledit Prince en fust aduerti, & ne fust aucunement receu. Oudit concile de Colongne les Euesques admonesterẽt ledit Roy Charles le Chauue & ses freres de designer bons Euesques és Eueschez vacantes, & donner les Abbayes à autres qu'aux laiz. Qui estoit vn mal aduenu pour les guerres & diuisiõs des freres Rois : lesquels n'auoient autre moyen de recompenser, ou n'osoient refuser ceux qui leur pouuoient faire seruice, ou nuisance.

Encore que les electiõs des benefices electifs ayent eu lieu en cedit Royaume, si ont tousiours les Rois iouy de leur droit, que premier que proceder à aucune election, leur falloit demãder & obtenir cõgé d'elire, autremẽt l'election estoit nulle: y a ou thresor des chartres vne grande layette, cottee neuf vingts cinq, pleine desdits congez d'elire, octroyez par les Rois iusques au Roy

Loys

Loys onziesme exclusiuement. Et par arrest du Parlement fut declaré ledit droict pour le Roy Philippes le Bel, touchant l'Abbaye de sainct Magloire à Paris. Lors que l'Italie obeissoit en tout, ou partie, à l'Empereur de Grece, le Pape ne pouuoit estre fait sans son approbation. Au moyen dequoy S. Gregoire se voyāt eleu, enuoye deuers l'Empereur Maurice, pour le prier ne consentir à son election: ce que ledit Empereur ne voulut accorder, mais l'approuua. Et quand Pape Leō troisieme feit ledit Charlemagne Empereur, il luy bailla le mesme droict qu'auoit celuy de Constantinople, qui estoit fondé pour la seureté de sa domination en ladite Italie. Laquelle raison a eu lieu és Rois de France, qui sont fondateurs de toutes les Eglises cathedrales. Et pour la grande authorité que les Euesques auoient, aussi qu'ils tenoient beaucoup de temporel, pour lequel & la souueraineté tous Euesques doiuent serment de fidelité: ce n'a esté sans grande consideration, que lesdits Rois ont eu ce droit ne receuoir Euesque qui ne leur fust agreable.

Y a eu aucuns Prelats qui ont voulu dénier lesdits sermens de fidelité aux Rois: entre autres l'Archeuesque d'Aux, & Eues-

que de Nantes, qui par arrests dudit Parlement ont esté condamnez à le faire : & les bulles du Pape contraires ausdits arrests, cassees par autres arrests. Iues Euesque de Chartres, en son epistre 187. escrite au Pape Paschal 2. recite que le Parlement du Roy Loys le Gros tenu à Orleans, iugea que Raoul Archeuesque de Rheims ne seroit receu, qu'il n'eust fait le serment de fidelité audit Roy, suiuãt ce que tous les Prelats du Royaume ont accoustumé faire. Et en l'epistre 56. escrite à l'Archeuesque de Lyon, Legat du Pape, dit que les Rois en dõnant les Eueschez, n'entendent riens donner du spirituel, mais ce qui est du temporel, lequel ne peut estre possedé que par droict humain, non par droit diuin: & que les Papes ont aucunesfois differé les consecrations des Euesques éleus, iusques à ce que les Rois y eussent donné leur consentement, comme estans le chef & fondement du peuple.

Ou temps dudit Loys le Gros, duroit encores la bonne & sainte forme de l'election du clergé & peuple, auecques le congé & approbation du Prince. De laquelle quand Platine parle, dit qu'il estoit mal-aisé que personne indigne par telle voye y entrast. Depuis Pape Adrian en reietta le peuple, &

n'y laiſſa que le clergé. Lucius apres reſtreignit le droict d'elire aux chapitres, & fut la porte ouuerte aux ſimonies, qui a eſté la cauſe de la caſſation des elections aduenue de nos iours, & de la reſeruation des prouiſions aux Papes, par la nomination du Roy.

Lors dudit bon gouuernement de l'Egliſe de France, encores que le Primat des Papes fuſt receu pour miniſtrer, profiter, conſeiller, procurer & conſeruer aux Egliſes inferieures, ſon authorité & pouuoir n'eſtoit receu, meſmement en ce Royaume, pour confondre, diſſiper, rompre, & gaſter ce qui eſtoit ordonné par les ſaincts Conciles & decrets des ſaincts peres. Et confeſſa Pape Zozime, eſcriuant à ceux de Narbonne, que l'authorité de l'Egliſe de Rome ne peut octroyer contre les ſtatuts des ſaincts peres, ne iceux changer. L'Empereur Charles le Chauue, ou concile tenu à Pauie l'an 877. ordonna honneur eſtre faict au Pape Iean neufieme, qui recentement l'auoit couronné Empereur, & eſtre obey par ſes ſujets à tout ce qu'il decreteroit ſelon ſon ſainct miniſtere, qui eſt pour edifier, & non pour deſtruire. Et eſcriuit ſainct Bernard au Pape Eugene tiers, ou liure de Conſideration, que ſainct Pierre n'a laiſſé aucune domina-

tion au Pape,mais ſoin, charge,& ſolicitude ſur les autres Egliſes: & n'eſt appellé ſouſouuerain Pontife, que pour eſtre miniſtre plus chargé que les autres.

Depuis que leſdits Papes ſe furent attribué toute puiſſance, & fut enduree par les Princes, la pluſpart deſquels ſ'en voulurent ſeruir, & que plusieurs miniſtres des autres Egliſes(apres la deuotion diminuee)gouſterent ce moyen, pour ſatisfaire à leurs cupiditez & ambitions, ledit bon gouuernement, & les moyens d'iceluy commencerẽt à eſtre enfreints. Furent par leſdits Papes faites les diuiſions des biens des Eueſques & des chapitres: chanoines de regularité furent transferez en ſecularité, chacun eut ſon propre,racine & nourricement d'auarice, laquelle chaſſa bien toſt la communauté & charité de l'eſtat eccleſiaſtique, amena les pluralitez des benefices,commandes, & toutes diſpenſes d'authorité abſoluë. Dont procederent les diſſolutions,difformations & deſordres de ceux, qui ont la charge de adminiſtrer les ſacremens, & faire les oraiſons pour le peuple,& deuſſent eſtre la conduite de ſes mœurs par doctrine & bon exeple. Furent par là les deux iuriſdictions ſeparees, qui longuement auoient eſté ſœurs

vnies en cedit Royaume, & commencerẽt l'vne à entreprendre sur l'autre, dont sourdirent grans debats & differens. Entre autres le Roy Philipes Auguste, ses princes & barons, pour les entreprises & exactiõs que le Pape & gens d'Eglise faisoient contre eux, traicterent & promirent ensemble de mander audit Pape qu'il cessast, & les laissast en leurs anciens vsages & coustumes, autrement qu'ils ne luy obeiroient, ne aux gens d'Eglise adherans à luy.

Fut bien tost celle authorité confirmee par constitutions faites par lesdits Papes, iusques à faire crime d'heresie de disputer de leur puissance: laquelle ils estendirent iusques à en faire vn potentat terrien, commandant à volonté, reseruant par expectatiues tels benefices qu'ils vouloiẽt, s'appropriant droict de toutes collations par preuention, leuãs tels deniers sur le clergé que bon leur sembloit par annates, decimes, despouilles des beneficiers decedez, & infinies autres voyes, par lesquelles ledit Royaume, outre la difformation, demouroit denué d'argent.

Pour y remedier, le Roy sainct Loys (que l'Eglise de Rome a depuis canonisé) feit vn edict general, par lequel il ordonna aux be-

nefices electifs estre pourueu par elections, esquelles il garda son droict de bailler congé d'elire : aux collatifs voulut estre pourueu par collations,& presentations des ordinaires collateurs & patrons, selon les saincts conciles, institutions des anciens saincts peres, & disposition de droict commun: ostant par là les reseruations expectatiues,& preuentions de Cour de Rome: & defendit toutes exactions, charges & impositions de pecunes desdits Papes,& leurs officiers, estre leuees en son Royaume sans son vouloir, & celuy de l'Eglise de France.

Du temps du Roy Philippes le quart,fils dudit sainct Loys, le Pape feit vne ordonnance touchant les biens des Templiers: laquelle il enuoya à ses princes & barons pour auoir leur aduis, s'il la deuoit souffrir és païs de son obeissance : & fut conseillé par eux,qu'il ne deuoit permettre que ledit Pape, ny autres, feist ordonnance en son Royaume sans son conseil, & des siens, & que chose nouuelle & non accoustumee y fust introduite. Et se trouue oudit thresor des chartres,ledit conseil donné audit Roy par Eudes Duc de Bourgongne.

Le Roy Philippes le Bel pour les guerres qu'il eut contre les Rois des Romains &

d'Angleterre, feit ordonnance prohibitiue du transport d'argent, bleds, harnois, cheuaux, & autres choses qui pourroient seruir à ses ennemis. Dont s'irrita le Pape Boniface VIII. pource qu'elle comprenoit les gens d'Eglise: manda audit Roy qu'il la reuoquast. Et pource qu'il ne le voulut faire, par vne bulle enuoyee le declara estre son sujet tant en temporel qu'en spirituel, & qu'il n'auoit la collation des regales, chargeant d'heresie tous ceux qui ainsi ne croiroient. Au moyen dequoy ledit Roy assembla ses estats à Paris, & fut par iceux cõseillé deuoir en ce contredire audit Pape, & soustenir qu'il ne recognoissoit sa couronne & temporelle seigneurie que de Dieu: pour la defense de laquelle il luy estoit loisible imposer aides, & cottiser les gens d'Eglise de son Royaume, comme les autres estats. De ce sourdit tresgrande diuision entre ledit Pape & Roy, furent plusieurs accusations d'heresie & sodomie proposees contre ledit Pape, par la mort duquel fina ladite diuision. Et auparauant il auoit reserué à luy tous les benefices electifs de France. Mais à ladite reseruation, comme iniuste & inique, l'Eglise de cedit Royaume n'auoit obey, mais auoient procedé par

elections, qui furent confirmees, & ladite reseruation reuoquee par Pape Benedic onzieme, successeur dudit Boniface. Aussi au precedent ladite diuisiõ l'an 1296. l'argẽt leué par les collecteurs dudit Pape Boniface en cedit Royaume, fut arresté par arrest du Parlement, suiuant le mandement dudit Philippes le Bel: auquel le Pape Clemẽt cinquieme, successeur dudit Benedict bailla declaration, que la iurisdiction de laquelle vsoit son mareschal sur ceux de sa Cour, au dedans de cedit Royaume pendant que ledit Pape y estoit, estoit de grace & permission dudit Roy.

L'an 1354. regnant le Roy Iean, par arrest dudit Parlemẽt, fut declaré que le gouuernement & sequestre des benefices de cedit Royaume, contentieux sur le possessoire & la deliurance des prouisions adiugees aux parties, se doit faire par l'authorité du Roy, non du Pape: combien qu'il pretendist ce droict.

Le Roy Charles sixieme l'an 1385. feit l'ordõnance de la reparation des benefices de son Royaume, & commãda par icelle la saisie des biens des Prelats & beneficiers decedez. Defendant que les collecteurs du Pape, & ses officiers, ne fussẽt endurez leuer aucuns

aucuns deniers : fondee icelle ordonnance ſur les exactions de Cour de Rome , & les males adminiſtrations des Cardinaux, officiers de Rõme, & eſtrangers, tenans benefices dudit Royaume: laquelle ordonnance fut par ledit Roy renouuelee l'an mil 1415. Oudit an mil 1385. reuocqua ledit Roy les contraintes par luy donnees aux officiers du Pape contre les Prelats, & gens d'egliſe de ſondit Royaume, pour les deniers que ledit Pape leur auoit impoſez.

Ledit Roy Charles vj. pour appaiſer le ſchiſme de Gregoire xij. & Benedic xiij. par l'aduis de ſes eſtats ſe ſubſtrahit de l'obeiſſance dudit Benedic, qu'il auoit auparauant accepté. Dont indignez aucuns partiaux & adherans audit Benedic, enuoyerent de Thoulouſe vne epiſtre iniurieuſe contre la maieſté dudit Roy, l'honneur de ſes Princes & Conſeil, & de l'Vniuerſité de Paris, ſouſtenans l'authorité dudit Pape, & condemnans ladite ſubſtraction. Contre laquelle epiſtre, ores que ladite obeiſſance euſt depuis eſté rendue audit Benedic & faite ordonnance l'an 1403. par ledit Roy Charles vj. contre les exactions dudit Benedic & ſes officiers. Et pour maintenir l'Egliſe de France en ſes libertez anciennes,

fut faite propoſition par ladite Vniuerſité de Paris, Aduocats & Procureur general du Roy oudit Parlement: par laquelle propoſition eſt declaré quelle eſt la puiſſance du Pape: & depuis par arreſt d'celuy Parlement fut ladite epiſtre condamnee & laceree l'an 1406.

En laquelle annee ladite Vniuerſité, Aduocats & Procureur general dudit Roy firent autre propoſition notable contre les exactions dudit Benedic, & les officiers de la chambre Apoſtolique, qui furent appellez & aucuns preſens: ſemblablement propoſerent contre les expectatiues & abbus dudit Pape: & finablement par arreſt donné parties ouyes, furent leſdites exactions, abbus, reſeruations & entrepriſes defendues, comme eſtans voyes de fait & contre Dieu & raiſon; & ſouſtint ladite Vniuerſité qu'en ce ledit Pape n'auoit aucun pouuoir, & eſtoit loiſible luy reſiſter & deſobeir, par pluſieurs raiſons qui furent deduites: reuenans toutes à ce que le Pape n'a eu de Dieu aucune puiſſance iniuſte, mais ſeulement de lier ou delier ce qui doit eſtre lié ou delié.

Fut ledit arreſt approuué par ordonnances dudit Roy conformes, faites par digne

& grande aſſemblee de Prelats, & autres grans perſonnages. Et pource que ledit Pape Benedic courroucé de ce enuoya vne bulle, par laquelle il excommunia ledit Roy Charles ſixieme, ſes Princes & adherans: Par arreſt donné l'an 1408. les porteurs deſdites bulles firent amende honorable, menez en tombereaux, & eux veſtus de turquines peintes, ayans la preſentation de ladite bulle figuree, mytrez de papier, & les armes dudit Pape renuerſees.

De rechef, l'an 1418. en Mars fut faite aſſemblee de l'Egliſe Gallicane à Paris en Parlement: & fut donné aduis audit Roy, pour reduire ladite Egliſe à ſes anciennes libertez, oſtant les expectatiues, reſeruatiõs & preuentions audit Pape, defendant les exactions de cours de Romme, & le tranſport des finances hors du Royaume. Et pource que le Pape Martin cinquieme auoit eſté eleu au concile de Conſtance, fut donné conſeil audit Roy, que premier que luy rendre aucune obeiſſance, les ordonnances de ladite reductiõ fuſſent publiees, & notifiees par ambaſſadeurs audit Pape Martin, en luy declarãt que le Roy ne permettroit qu'elles fuſſent enfreintes. Suiuant lequel aduis, furent faites autres &

amples ordonnances contre lesdites exactions, & pour ladite reduction. Et quand il aduint que par authorité du Pape l'Eglise de Lyon fut interditte, à cause de l'obseruance desdites ordonnances, fut par arrest l'an 1422. ordonné que nonobstant l'interdict, le diuin seruice seroit fait en ladite Eglise. Semblablement aucuns de ladite Vniuersité & autres, s'efforcerent appeler en effect desdites ordonnances : contre lesquels fut proposé fortement par les gens du Roy, comme contre crimineux de leze Maiesté, & procedé par prison contre le Recteur, & autres principaux, supposts de ladite Vniuersité.

Encores depuis pour l'ambitiõ d'aucuns qui vouloient faire leur profit de l'authorité du Pape és prelatures & dignitez de ce Royaume, & les guerres & diuisions qui suruindrent incontinent apres, que Paris fut surpris par les Bourguignons, & mis en l'obeissance du Roy d'Angleterre, qui feit traiter l'exheredatiõ du Roy Charles septieme lors Dauphin. Lesdites ordonnances eurent beaucoup à souffrir, & furent faits pour la necessité du temps auec les Papes plusieurs cõcordats, tãt de la part dudit Roy d'Angleterre, que dudit Roy Charles

ſeptieme, pour la collation des benefices. Mais ledit Parlement, & gens du Roy tant à Poitiers qu'à Paris, ſouſtindrent leſdites ordonnances tant qu'ils peurent pour le bien du Royaume. Et finablement à Bourges par ledit Roy Charles ſeptieme, fut faite la Pragmatique ſanction, ſuiuant les decrets des conciles de Conſtance & Baſle: par laquelle fut pourueu aux annates, exactions & procés de cour de Romme, & aux elections & collations des benefices: & auparauant, ledit concile de Baſle auoit par bulle rendu la collation deſdits benefices aux ordinaires de cedit Royaume.

Lors les Papes craignoient, & auoient en grand prix les Rois treſchreſtiens, & leur puiſſance, iuſques à deferer à leur Parlement, & y enuoyer ſouuent leurs Ambaſſadeurs pour recommãder leurs affaires, ceux du ſiege, & de l'eſtat de l'Egliſe.

Au parauant & dés l'an 1431. ledit Roy Charles VII. auoit fait ordonnance pour la ſeureté de ſon eſtat, & profit de ſes ſubiets, que nul eſtranger peuſt tenir benefice en ſon Royaume, ſans expreſſe permiſſion.

Or faut entẽdre qu'auant les ordonnances & prouiſions miſes contre les exactions & abus de cour de Rõme, le Pape & ſes of-

ciers faiſoient les leuees d'argent dedans le Royaume, où ils auoiẽt leurs collecteurs & receueurs. Depuis leſdites ordonnances ils ont trouué autres moyens pour n'en tirer gueres moins de finãces qu'ils faiſoiẽt, ſans partir dudit Romme, ne auoir aucun collecteur ou receueur en France. Car quelque loy qui fuſt eſcrite, ils ont les annates de tous benefices, tãt electifs, que collatifs, premier que de deliurer les bulles aux ſubiets du Roy, qui les ont enuoyees querir audit Romme : meſmes du temps des elections, chacun ſçait que des prouiſions par reſignation en faueur, qui ne peuuent eſtre admiſes ailleurs qu'à Romme, il a fallu payer annates tant des benefices electifs, que collatifs. Quãd les electifs ont vacqué par mort, eſt peu aduenu qu'il n'y ait eu qu'vn eleu, & chacun des eleus a prins impetration de Rõme, ou pour le debat de l'electiõ, ou pour retenir les autres benefices qu'ils auoient. Parquoy d'vne ſeule vacance de benefice electif, le Pape a eu trois ou quatre annates: & des collatifs vacãs par mort, n'y en a gueres eu ſans pluralité d'impetrãs, & tous ont payé annates. Meſmemẽt des vacances par permutation, pour les diſpẽſes neceſſaires, ou pour les concordats, qui ont cõtraint les

ſubiets compermutans ſe pouruoir à Romme: & par les moyẽs ſuſdits, auſſi grandes finances y eſtoient tranſportees que deuant.

Pour à quoy obuier, le Roy Loys x i. qui fut Prince fort entendu en faict d'eſtat, outre les deux ordonnãces conformes à celles de ſes predeceſſeurs, prohibitiues du tranſport d'argent, & lettres de change à Rõme, faites és annees 1463. & 64. en feit deux autres és annees 1464. & 78. prohibitiues à tous ſes ſujets n'aller querir bulles à Romme, & commiſt par les frontieres perſonnes fideles pour viſiter & arreſter leſdites bulles & les porteurs d'icelles. Et pour empeſcher que les Cardinaux, & autres adherans au Pape Pie 2. ne iouïſſent des benefices qu'ils auoiẽt en Frãce, ordõna l'an 1475. que tous ceux qui tenoiẽt prelatures & dignitez Eccleſiaſtiques de ce Royaume, euſſent à y venir reſider dedãs cinq mois lors prochains, ſur peine de ſaiſie du temporel. En l'an 1463. pour ſe garder des cenſures dudit Pape, feit interietter par l'aduis de ſon Parlemẽt, par ſon Procureur general vn appel dudit Pape au futur Concile, & punir par arreſt le Cardinal de Conſtance, pour auoir cõtreuenu aux authoritez & droits dudit Roy. Et par lettres patentes oudit an 1475. manda aux

Prelats de ſon Royaume ſe trouuer à Lyon à certain iour pour aller au Concile general, qu'il auoit pouuoir faire conuoquer de cinq ans en cinq ans,par accord dudit concile de Conſtance.

Le Roy Loys 12. qui eut guerre au Pape Iule 2. fut moyen de l'aſſemblee du concile de Piſe, auquel ledit Pape fut ſuſpendu : & apres ladite ſuſpenſion,feit ledit Roy ordõnance que les collations & prouiſions dudit Concile euſſent lieu en ſon Royaume.

Les Rois treſ-chreſtiẽs ont celle authorité qu'ils ne ſont tenus receuoir és pays de leur obeiſſance,ſ'ils ne veulẽt,les Legats du Pape,& ſiege Apoſtolique. Ne pourroit aduenir au Roy noſtre ſouuerain ſeigneur, choſe plus agreable à Dieu & aux hõmes, que d'eſtre autheur de la bonne reformation de l'eſtat Eccleſiaſtique de ſon Royaume : car ſ'ẽſuiuroit celle des autres eſtats. Qui ſeroit appaiſer l'ire du Createur, que les pechez deſordonnez prouoquẽt:reduire à la foy les déuoyez,couurãs leurs erreurs ſur le ſcãdale des miniſtres de l'Egliſe, principalement de celle de Romme : & donner chemin aux autres Rois & potentats d'imiter ledit ſeigneur en ceſte part, qui ſeroit cauſe d'amener la paix vniuerſelle entre les Chreſtiens.

Articuli propositi, deliberati, & conclusi in Concilio Ecclesiæ Gallicanæ congregato mense Septembri, anno Do. M. D. X. in ciuitate Turonensi, authoritate Christianissimi Regis D. Ludouici XII.

I.

AN liceat Papæ bellum inferre principibus temporalibus, in terris, quæ non sunt de patrimonio vel dominio Ecclesiæ, &c.

Conclusum fuit vnanimiter per Concilium, Papam nec posse, nec debere.

II.

An liceat principi defendenti se & sua, non solùm propulsare armis huiusmodi iniuriã, sed etiam inuadere terras Ecclesiæ, possessas à Papa notorio hoste suo: non tamen ea intentione vt illas retineat, sed tantum vt impediat, ne per eas Papa ille fortior & potentior sit ad offendẽdum dictum principem, & suos.

Conclusum est per Concilium, principem hoc posse sub conditionibus & qualitatibus in articulo propositis.

III.

An ob tale odium notorium & adgreßionem iniustam, liceat tali principi ſubtrahere ſe ab obedientia huiuſmodi Pontificis: attento etiam quod Pontifex concitauit alios quoſdam principes & communitates, immò & tentauit cogere ad inuadendas terras & dominia eiuſdem principis, qui potius beneuolentia ſedis Apoſtolicæ dignus fuit.

Concluſum eſt per cōcilium, Principem poſſe ab obedientia talis Papæ ſe ſubducere ac ſubtrahere: non tamen in totum & indiſtinctè, ſed pro tuitione tantum ac defenſione iurium ſuorum temporalium.

IIII.

Tali ſubſtractione licitè facta, quid agendū ſit tum principi ipſi ac ſubditis eius, tū etiam Prælatis & Eccleſiaſticis perſonis regni ſui, in rebus de quibus ad ſedem Apoſtolicam antea recurri ſolebat.

Concluſum eſt per concilium, ſeruandum eſſe ius commune antiquum, & Pragmaticam ſanctionem regni, ex decretis ſacroſancti concilij Baſilienſis deſumptam.

V.

An liceat huiuſmodi Principi Chriſtiano armis tueri ac defendere alium principem ſibi confœderatum, & cuius protectionem legitimè ſuſcepit, &c.

Concluſum fuit per concilium, licere.

VI.

Si quod ius talis Pontifex ad ſe pertinere contendat, vt patrimonij S. Eccleſiæ Romanæ partem: contrà princeps, imperij vel iuris ſui eſſe dicat, & de ea controuerſia paratus ſit, & offerat ſtare arbitrio, vel iudicio bonorum virorum per compromiſſum, prout de iure: An eo caſu liceat Pontifici abſque alia cauſæ cognitione bellum inferre dicto principi: & ſi fecerit, an liceat principi armis reſiſtere, & aliis etiam principibus, in huiuſmodi diſſidio ei adeſſe, eúmque defendere, maximè illis qui ei cognatione vel affinitate coniuncti ſunt, cùm etiam per centum annos proximos eccleſia Romana in eius iuris controuerſi poſſeſſione non fuerit.

Concluſum eſt per cõcilium, licere Principi hoc caſu reſiſtere de facto, & aliis ei adeſſe in iure ſuo tuendo.

VII.

Quid ſi Papa nolit acceptare, quod Princeps iuridicè & honeſtè offert, ſed contrà non obſeruato iuris ordine contra talem principem pronunciet ſententiam aliquam, an ei obtemperandum ſit: maximè cùm non eſt integrum ac tutum tali principi ad ſedem Romanam ire, vel mittere, & ius ſuum via iuris ciuilis & rationibus defendere.

Concluſum eſt per concilium, non teneri talem principem parere tali ſententiæ.

VIII.

Si Pontifex iniuſtè ordine iuris non ſeruato, procedens de facto & manu armata pronunciet ac publicet aliquas cenſuras contra principes ſibi reſiſtentes, eorúmque ſubditos & confœderatos, an eis parendum ſit, & quod remedium adhibendum.

Concluſum eſt vnanimiter per concilium, talem ſententiam nullam eſſe, nec de iure, vel alio quocumque modo ligare.

Viſum eſt tamen cõcilio, ante omnia mittendos ab Eccleſia Gallicana legatos ad D. Papã Iulium, qui fraterna charitate, & ſecundum Euangelicam correctionem eum admoneant, vt à cœptis deſiſtere velit, pacémque & concordiam principũ amplecti. Quod ſi nolit legatos in hoc audire, interpelletur de cõuocando concilio libero, iuxta ſacroſancti Baſilienſis decreta. Et hoc facto, reſponſóque eius accepto, prouidebitur prout ius erit.

De ceſte aſſemblee ou Concile tenu ſous le bon Roy Loys XII. pere du peuple, en l'an 1510. eſt auſſi faite mention en la quatrieme partie des annales d'Aquitaine, où ſont inſerez ces articles, tranſlatez en François par M. Iean Bouchet, qui ſ'y trouua.

Case
F
39
.326

1594 du